

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE
E/CONF.14/L.44
10 juin 1953
FRANÇAIS
ORIGINAL :
ANGLAIS-FRANÇAIS

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'OPIMUM
Commission principale

EXAMEN DU PROJET DE PROTOCOLE VISANT A REGLEMENTER
LA PRODUCTION, LE COMMERCE INTERNATIONAL, LE COMMERCE
DE GROS ET L'EMPLOI DE L'OPIMUM (E/2186, ANNEXE)

Textes adoptés par la Commission principale
à sa 21ème séance

PREAMBULE

Résolues à poursuivre leurs efforts pour lutter contre la toxicomanie et le trafic illicite des stupéfiants et conscientes que seule une étroite coopération entre tous les Etats peut permettre à ces efforts d'atteindre leur but,

Rappelant que, par la voie d'instruments internationaux, des efforts ont été déployés en vue de la réalisation d'un système efficace de contrôle des stupéfiants et mues par le désir de renforcer ce contrôle sur les plans national et international,

Considérant toutefois, qu'il est indispensable de limiter aux besoins médicaux et scientifiques et de réglementer la production des matières premières à partir desquelles il est obtenu des drogues stupéfiantes naturelles, et constatant que les problèmes les plus urgents sont ceux du contrôle de la culture du pavot, de la production de l'opium et de l'utilisation de la paille de pavot, laquelle peut être utilisée comme matière première pour l'extraction d'alcaloïdes stupéfiants,

Les Hautes Parties Contractantes ont décidé de conclure un protocole à ces fins et ont désigné pour leurs plénipotentiaires ...

CHAPITRE PREMIER - DEFINITIONS

Article premier (adopté à titre provisoire)

Sauf indication contraire, [soit] exprime [soit du contexte], les définitions ci-après s'appliquent aux dispositions du présent Protocole. On entend :

Par "Convention de 1925", la Convention internationale de l'opium signée à Genève le 19 février 1925 et amendée par le Protocole du 11 décembre 1946;

Par "Convention de 1931", la Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, signée à Genève le 13 juillet 1931 et amendée par le Protocole du 11 décembre 1946;

Par "Comité", le Comité central permanent créé en vertu de l'article 19 de la Convention de 1925;

Par "Organe de contrôle", l'Organe de contrôle créé en vertu de l'article 5 de la Convention de 1931;

Par "Commission", la Commission des stupéfiants du Conseil économique et social des Nations Unies;

Par "Conseil", le Conseil économique et social des Nations Unies;

Par "Secrétaire général", le Secrétaire général des Nations Unies;

Par "pavot", la plante Papaver somniferum L., et toute autre plante de l'espèce Papaver qui permettrait la production de l'opium;

Par "paille de pavot", toutes les parties du pavot (à l'exception des graines) dont, après le fauchage du pavot, on peut extraire des stupéfiants;

Par "opium", le latex épaissi du pavot, quelle que soit sa forme, y compris l'opium brut, l'opium médicinal et l'opium préparé, à l'exclusion des préparations galéniques;

Par "production", l'opération qui consiste à cultiver le pavot en vue de récolter de l'opium;

Par "stocks", la quantité totale d'opium détenue légalement sur le territoire d'un Etat donné, à l'exclusion 1) des quantités détenues par les pharmaciens détaillants et par les institutions ou les personnes compétentes dans l'exercice licite de leurs fonctions thérapeutiques ou scientifiques, et 2) des quantités détenues par le gouvernement de cet Etat ou se trouvant sous sa surveillance et destinées à des usages militaires;

Par "territoire", toute partie d'un Etat donné qui est traitée comme une entité distincte en vue du contrôle des stupéfiants;

Par "exportation" ou "importation", dans leur acception respective, le transfert matériel d'opium d'un Etat donné à un autre Etat et d'un territoire donné d'un Etat à un autre territoire du même Etat.

CHAPITRE II - REGLEMENTATION DE LA PRODUCTION, DU COMMERCE ET DE L'EMPLOI DE L'OPIUM

Article 2

Contrôle dans les Etats producteurs

Dans le but de contrôler la production, le commerce et l'emploi de l'opium :

1. Tout Etat producteur doit établir, s'il ne l'a déjà fait, et ~~maintenir~~ un ou plusieurs organismes d'Etat spécialisés (désignés ci-après dans le présent article par le terme organisme) afin d'accomplir les fonctions qui lui ou leur sont dévolues dans le présent article. Les fonctions visées aux paragraphes 2 à 6 du présent article doivent être exécutées par un seul organisme si la constitution de l'Etat intéressé et son organisation administrative le permettent.
2. La production est limitée à des régions désignées par l'organisme ou, le cas échéant, par les autorités gouvernementales compétentes;
3. Les cultivateurs détenteurs d'une licence délivrée par l'organisme ou, le cas échéant, par les autorités gouvernementales compétentes sont seuls autorisés à se livrer à la production;
4. Toute licence spécifie la superficie du terrain sur lequel la culture du pavot est autorisée;
5. Tout cultivateur de pavot est requis de livrer la totalité de sa récolte d'opium à l'organisme. L'organisme doit se rendre acquéreur de cette récolte à un prix déterminé à l'avance par les autorités gouvernementales compétentes et doit en prendre matériellement possession dès que possible;
6. L'organisme ou, le cas échéant, les autorités gouvernementales compétentes auront seuls le droit d'importer, d'exporter, de se

livrer au commerce de gros de l'opium et de conserver des stocks d'opium, à l'exception des stocks détenus par des fabricants autorisés à fabriquer des alcaloïdes à partir de l'opium;

7. Aucune disposition du présent article ne doit être considérée comme portant atteinte aux obligations déjà contractées et aux lois promulguées par une Partie, conformément aux Conventions existantes, relatives au contrôle de la culture du pavot.

Nouvel article 3

Contrôle de la paille de pavot

Toute Partie qui autorise la culture et l'utilisation du pavot à des fins autres que la production de l'opium, que cette Partie permette ou non la production de l'opium, s'engage :

- a) A promulguer toute loi ou tout règlement nécessaire, à son avis, en vue d'assurer
 - i) Que les pavots cultivés à des fins autres que la production de l'opium ne serviront pas à produire de l'opium;
 - ii) Que la fabrication de substances stupéfiantes à partir de la paille de pavot sera contrôlée de façon adéquate;
- b) A communiquer au Secrétaire général le texte de toute loi ou tout règlement promulgué à cette fin;
- c) A communiquer chaque année au Comité, à la date fixée par ce dernier les statistiques des importations et des exportations de paille de pavot effectuées, à quelque fin que ce soit, au cours de l'année civile précédente.
